

Lettre Ouverte au Conseil Présidentiel de Transition et au Premier Ministre d'Haïti

Port-au-Prince, le 18 décembre 2024.

Aujourd'hui plus que jamais, « A l'impossible, vous êtes tenus ». La Nation ne peut plus attendre et n'en peut plus. Il y a une limite à cette résilience légendaire devant l'inacceptable.

La Chambre de Commerce et D'Industrie de l'Ouest (CCIO) exprime à nouveau son inquiétude face à la situation désastreuse dans laquelle le pays s'enlise et tient à présenter ses plus sincères sympathies à toutes les victimes de l'insécurité, à la population qui souffre, qui est délogée et qui n'a presque plus accès aux soins hospitaliers. Nous saluons et reconnaissons les efforts consentis par chacun des policiers et soldats des FAD'H sur le terrain qui risquent leur vie chaque jour avec les faibles moyens disponibles.

Nous ne pouvons accepter l'inacceptable. Ces tragédies graves et troublantes qui ont coûté la vie à des milliers d'innocents, dépassent l'entendement. Aux massacres de Wharf Jérémie, Solino, Poste Marchand, Bel-Air, pour ne citer que ceux-là, s'ajoutent tous les massacres perpétrés dans le pays, dont celui de Pont-Sondé dans l'Artibonite et le massacre de la Petite Rivière de l'Artibonite, qui témoignent d'une violence innommable et insupportable. Ces actes ne peuvent être qualifiés de massacres, mais d'actes terroristes vu leur violence gratuite. Nous sommes fatigués de tirer la sonnette d'alarme pour essayer de prévenir cette crise humanitaire sans que cela soit considéré comme la priorité.

Alors que près de la moitié de la population haïtienne souffre d'insécurité alimentaire aiguë, les violences continuent de perturber le quotidien et les activités économiques. Comment même parler de relance économique quand l'insécurité nous met dans l'incapacité de fonctionner et de maintenir les emplois qui existent encore ?

Aujourd'hui, point n'est besoin de rappeler les actions indispensables incombant au gouvernement comme la mise en place de programmes sociaux et mesures d'accompagnement nécessaires pour améliorer les conditions de vie des plus vulnérables. Un État responsable doit collecter les ressources indispensables - notamment en adressant le problème de la contrebande et particulièrement à la frontière - pour assurer le bon fonctionnement de la Police et de l'armée d'Haïti et d'équiper et rémunérer adéquatement ces corps pour combattre l'insécurité et venir en aide à nos frères et sœurs en détresse.

Il est désormais impérieux que l'État prenne des mesures urgentes et décisives. Le temps des discours et des hésitations est révolu : l'inaction et l'ignorance quant aux préoccupations de la population ne sont plus tolérables. Nous exigeons des autorités une mobilisation sans faille pour instaurer la sécurité, restaurer l'autorité de l'État et rebâtir les conditions d'une croissance économique durable et un avenir meilleur pour tous les haïtiens.

Le Conseil D'Administration

